



**Convention sur l'élimination
de toutes les formes de
discrimination à l'égard
des femmes**

Distr.
LIMITÉE

CEDAW/SP/1996/L.1
23 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION
SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES
DE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES
Neuvième réunion
New York, 29 février 1996
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*

AMENDEMENT AU PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE 20 DE LA CONVENTION
SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À
L'ÉGARD DES FEMMES

Australie, Burkina Faso, Canada, Danemark, Espagne, Éthiopie,
Finlande, Grèce, Islande, Italie, Norvège, Roumanie, Slovaquie
et Suède : projet de résolution

Durée des sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination
à l'égard des femmes

Les États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes,

Rappelant la résolution 49/164 de l'Assemblée générale du 23 décembre 1994,
relative à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de
discrimination à l'égard des femmes, et sa décision 49/448 du 23 décembre 1994,
également relative à l'examen de la demande de révision du paragraphe 1 de
l'article 20 de la Convention,

Prenant note avec satisfaction de la résolution 50/202 de l'Assemblée
générale, en date du 22 décembre 1995, dans laquelle celle-ci priait instamment
de faire le nécessaire pour obtenir dès que possible l'adhésion à l'amendement à
la Convention afin qu'elle entre en vigueur rapidement,

Réaffirmant l'importance de la Convention ainsi que la contribution du
Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes aux efforts
déployés par l'Organisation des Nations Unies pour éliminer la discrimination à
l'égard des femmes,

* CEDAW/SP/1996/1.

Notant que le volume de travail du Comité s'est accru en raison de l'accroissement du nombre d'États parties à la Convention et que la session annuelle du Comité est la plus courte de toutes celles que tiennent annuellement les organes créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant la décision 1 relative à l'allongement de la durée des sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, adoptée par celui-ci à sa quinzième session ainsi que sa recommandation générale No 22 sur la même question,

Se félicitant des efforts faits par le Comité pour améliorer ses procédures et méthodes de travail et l'encourageant à poursuivre ses efforts dans ce sens,

Convaincus qu'il est essentiel, pour que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes demeure efficace dans les années à venir, de lui accorder un temps suffisant pour ses sessions,

1. Considérent qu'il faut adopter une mesure temporaire en vue de permettre au Comité de rattraper en partie son retard dans l'examen des rapports en attendant que l'amendement au paragraphe 1 de l'article 20 entre en vigueur;

2. Appuyent la demande formulée par le Comité à sa quinzième session tendant à obtenir davantage de temps pour ses réunions de sorte qu'il puisse tenir deux sessions annuelles de trois semaines précédées chacune par les travaux d'un groupe de travail, à compter de 1997 et ce, à titre intérimaire;

3. Recommandent à l'Assemblée générale d'approuver à sa cinquante et unième session la demande du Comité en tenant compte des ressources budgétaires actuellement disponibles, afin de permettre à celui-ci de continuer à rattraper son retard dans l'examen des rapports des États parties en instance.
